

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/143

16 avril 1996

(96-1355)

Comité des sauvegardes

Original: espagnol

REPONSE A LA QUESTION POSEE PAR LE CANADA¹ CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR LE VENEZUELA² AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Mission permanente du Venezuela a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 22 mars 1996.

J'ai le plaisir de répondre par écrit à la question posée par la délégation du Canada au Venezuela lors de l'examen au Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) de la notification du Venezuela concernant sa législation nationale en matière de sauvegardes.

La délégation du Venezuela a alors indiqué que le gouvernement vénézuélien était en train d'élaborer un projet de loi en matière de sauvegardes. Il est toutefois impossible pour l'instant de préciser la date à laquelle ce projet deviendra une loi de la République.

¹G/SG/W/58.

²G/SG/N/1/VEN/1 + Corr.1.